

NOUS NE
BATTRONS PAS
EN RETRAITE



ÉCOLOGIE
JUSTICE SOCIALE
DÉMOCRATIE
EUROPE



LE SEPTENNAT PERDU D'EMMANUEL MACRON



Le 14 mai 2017, la passation de pouvoir entre François Hollande et Emmanuel Macron a lieu au palais de l'Élysée. Elle est suivie de la cérémonie d'investiture du nouvel élu où il prononcera ces mots :

« Je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français. »

Un septennat plus tard, où en sommes-nous ?

Au-delà des beaux discours et des mesures symboliques, ces 7 ans constituent un recul sur l'écologie, la justice sociale, la démocratie et l'Europe.

2017 - 2024 : un septennat perdu ?

TABLE DES MATIÈRES

LE SEPTENNAT PERDU POUR L'ENVIRONNEMENT	6
Il défend l'accaparement de l'eau	7
Défendre l'empoisonnement par le glyphosate	7
L'écologie punitive, c'est lui !	8
Le Président des autoroutes	8
Au service de la nécro-diversité.....	9
La trahison de la Convention Citoyenne pour le Climat	10
Il sacrifie la sécurité nucléaire	10
LE SEPTENNAT PERDU POUR LA JUSTICE SOCIALE.....	12
Prendre aux pauvres pour donner aux riches	13
Piétiner les droits de "ceux qui ne sont rien".....	13
Casser les retraites publiques	14
Les coupes dans l'éducation et l'université.....	14
L'hémorragie de l'hôpital public.....	15
L'abandon des banlieues.....	16
LE SEPTENNAT PERDU POUR LA DÉMOCRATIE	17
Les affaires en veux-tu en voilà.....	18
La surenchère sécuritaire	18
Soutenir publiquement Depardieu malgré les évidences	19
La démocratie à coup de 49-3.....	19
L'absence de proportionnelle	20
LES 7 TRAHISONS EUROPÉENNES DU PRÉSIDENT MACRON	21
Europe du climat : changement de cap sur le green deal pour séduire l'extrême droite	22
L'abandon de l'Europe de la défense.....	23
Accueil des migrants: taillader les abris	24
Europe Agricole : surtout ne pas s'adapter	26
Europe Fiscale : attirer les pires entreprises ne pas aider les PME .	27
Europe de la Jeunesse: aucune ambition.....	29
Europe Démocratique : aucun sursaut fédéraliste	30



LE SEPTENNAT PERDU POUR L'ENVIRONNEMENT

***«Make our planet
even worse !»***



LES GRANDS DISCOURS QUI CACHENT UNE FORÊT DE RENONCEMENTS

L'art d'Emmanuel Macron c'est le discours grandiloquent. Bien écrit, bien prononcé, plein de références historiques. Et cela a commencé fort en juin 2017, suite à la décision des États-Unis de Donald Trump de sortir de l'Accord de Paris sur le climat : l'initiative Make Our Planet Great Again.

En l'opposant ainsi à la politique anti-écologique de Donald Trump, c'est une réussite communicationnelle certaine. **Mais dans les actes, il y a loin de la coupe aux lèvres.**

Peut-être la seule décision à saluer est l'abandon officiel du projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes. Ce coup d'arrêt à un projet climaticide a été porté grâce à la mobilisation de centaines de milliers de militant-es, de paysan-nes, de citoyen-nes conscient-es des enjeux pour le climat et la biodiversité. Malgré des annonces contradictoires lors de la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron a dû reconnaître qu'il était impossible de continuer à respecter l'Accord de Paris en continuant ce genre de projet. François Hollande ne l'avait pas fait. Dont acte.

Et cette mesure est sans doute celle qui cache la forêt des renoncements.

Il défend l'accaparement de l'eau

Quand les militant-es contestent la privatisation de l'eau dans des mégabassines à Sainte-Soline, il répond par une répression tous azimuts qui fait au moins 200 blessé-es. Quand son ministre de l'Intérieur traite les militant-es écologistes "d'écoterroristes" et cherche à dissoudre les Soulèvements de la Terre, Emmanuel Macron se tait, voire encourage son Gouvernement.

L'eau potable est une ressource rare. Il n'y a aucune raison qu'elle aille en priorité à l'agroindustrie au détriment des fermes de petite taille, de la population civile et des autres mondes vivants sans démocratie et sans justice.

Lorsqu'il y a des sécheresses, et elles se multiplient, Emmanuel Macron préfère empêcher les gens de laver leur voiture, d'arroser leurs fleurs et leur potager, ou de remplir leurs piscines gonflables pour leurs petits enfants, que d'arrêter l'irrigation du maïs qui en grande partie part à l'export !



Défendre l'empoisonnement par le glyphosate

Le 27 novembre 2017, Emmanuel Macron twittait : "J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans. #MakeOurPlanetGreatAgain"

En janvier 2019, c'est plutôt : « Je sais qu'il y en a qui voudraient qu'on interdise tout du jour au lendemain. Je vous dis : un, pas faisable, et ça tuerait notre agriculture. Et même en trois ans on ne fera pas 100%, on n'y arrivera pas ». Après son volte-face doublé d'une attaque à peine voilée contre les Écologistes, **il réautorise cet herbicide dangereux par une nouvelle loi (votée par les mêmes que celles et ceux qui l'avaient interdite)**. Il fait preuve de la même détermination devant le Parlement européen, puisque la France s'est abstenue, et le glyphosate est maintenu sur le marché jusqu'en 2033.

Et ce n'est qu'en 2024 qu'il annonce enfin un plan d'investissement dans la recherche publique pour trouver des produits de substitution. Trop peu, beaucoup trop tard alors que 60% des oiseaux des champs ont disparu en Europe depuis 40 ans à cause des pesticides.

L'écologie punitive, c'est lui !

Face à l'augmentation de la fiscalité du pétrole, le mouvement des Gilets Jaunes débute en novembre 2018. Ce n'était pas une révolte contre l'écologie mais contre l'injustice et le mépris de ceux que l'on n'écoute pas. **Les revendications portaient notamment sur le rétablissement de l'ISF et l'adoption du Référendum d'Initiative Citoyenne.**

Si on avait augmenté le prix du pétrole pour les avions alors que le kérosène n'est pas taxé, si on avait utilisé le produit de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers pour aider celles et ceux qui doivent changer de véhicule ou pour investir dans des transports en commun, sans doute l'histoire aurait-elle été différente.

Mais ce ne fut pas le cas. Emmanuel Macron n'a pris en compte aucune de ces revendications. Il est resté cantonné à son logiciel néolibéral, dans lequel la redistribution contredit la récompense des "efforts" de ceux qui ont déjà tant... le plus souvent grâce à des héritages (80% des milliardaires français sont des héritiers selon Forbes).



Le Président des autoroutes

Pour respecter les accords de Paris, il faut diminuer le trafic automobile. Mais Emmanuel Macron poursuit la construction des autoroutes un peu partout en France. La plus emblématique est l'A69. **Le Président s'obstine**, malgré l'opposition des personnes qui dorment, mangent et militent dans les arbres depuis des mois ainsi que de la très forte mobilisation citoyenne et associative locale. **Et il ne prend pas en compte toutes les expertises scientifiques qui dénoncent ces grands travaux d'une autre époque.** Ceux qui sont pour sont finalement ceux qui ont un intérêt financier à ce projet. Le reste c'est du non-sens.

Au service de la nécro-diversité

Si Emmanuel Macron n'a pas été le président du climat, il n'est pas non plus le président de la biodiversité.

Projet emblématique, loin de la compétition "eco friendly" tant vantée, les Jeux olympiques sont bien ceux de la nécro-diversité. Pour construire la tour des juges des compétitions de surf à Tahiti, des coraux ont été endommagés. Les associations et les habitant-es avaient pourtant prévenu des risques, mais le Gouvernement a fait la sourde oreille. Ils ont bétonner des hectares de jardins partagés d'Aubervilliers pour construire un solarium pour le bassin d'entraînement des nageurs.

Emmanuel Macron est également le Président qui refuse d'abolir la corrida et les différentes chasses dites "traditionnelles" (mais qui sont en réalité cruelles pour les animaux). **C'est aussi ce Président "ami des chasseurs", proche du lobbyiste Thierry Coste, qui a baissé le coût du permis de chasse,**

massivement augmenté les subventions aux fédérations de chasse et dont le gouvernement s'entête à publier des arrêtés illégaux contre les espèces protégées.

La trahison de la Convention Citoyenne pour le Climat

Certes, il existe une loi qui interdit les vols intérieurs dans le cas où il existerait une alternative ferroviaire de moins de 2h30. Mais la montagne a encore accouché d'une souris! **80% des lignes concernées ont fait l'objet de dérogation.**

Une autre possibilité existait : interdire les vols en jet privé. Mais notre proposition de loi a été rejetée par la majorité. Pour rappel, la moyenne des émissions de CO2/an par personne en France est de 10 tonnes. C'est en fait 5 tonnes pour les classes populaires, et 8 000 tonnes pour les ultra-riches.

Alors il se prévaut d'une baisse des émissions de CO2 en 2023, mais il a été démontré par tous les expert-es que cette baisse est conjoncturelle : hiver doux, prix cher de l'énergie... et tout ce qui est structurel, notamment les transports et le logement, ne baisse pas, voire augmente !

Il sacrifie la sécurité nucléaire

Contre l'Assemblée nationale qui a lors d'un premier vote refusé ce projet, contre les scientifiques qui étudient les mécanismes de sûreté nucléaire, contre les fonctionnaires qui travaillent à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ANSN) et à l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), Emmanuel Macron s'est obstiné à faire voter la fusion de ces deux agences pour permettre la construction de nouveaux réacteurs.

La relance de la construction de réacteurs nucléaires en France se fera donc au détriment de notre sécurité collective...



LE SEPTENNAT PERDU POUR LA JUSTICE SOCIALE

*Le Robin des Bois
à l'envers*



7 ANS D'ATTAQUES CONTRE NOS ACQUIS SOCIAUX

Prendre aux pauvres pour donner aux riches

À peine arrivé à l'Élysée, Emmanuel Macron prend trois mesures emblématiques: la diminution de 5 euros des APL, l'instauration de la flat tax qui impose les revenus du capital à un maximum de 30% et la fin de l'impôt sur la Fortune.

Il ne s'est pas arrêté là. Les impôts de production ont été massivement diminués. La taxe d'habitation supprimée pour les plus riches. **Et de l'autre côté de l'échelle : rien... si ce n'est la disparition des services publics de proximité.**

Piétiner les droits de "ceux qui ne sont rien"

Comment Emmanuel Macron a-t-il pu dire : « on a aussi toute une génération qui a eu un RSA et qui est encore empêchée d'aller au travail ou qui s'est déshabituée d'aller travailler » ?

Comment peut-il affirmer **qu'il lui suffirait de "traverser la rue" pour trouver un emploi** ? Comme si on pouvait comparer le parcours d'un Président de la République et le fait de chercher un emploi à St-Denis de la Réunion quand on est sorti du système scolaire sans diplôme ou quand on a 55 ans dans un territoire où l'industrie s'est délocalisée.

La conséquence : la multiplication de "réformes" - le mot exact serait "la casse" - de l'assurance chômage notamment par la diminution de la durée de l'allocation de retour à l'emploi pour les plus de 60 ans. Aujourd'hui, la majorité des chômeurs ne sont plus indemnisés.

Ils vivent dans la misère. Mais en plus, ils portent le sceau de la honte apposée par le Président de la République sur leur condition. **Ce ne sont pas des citoyennes et des citoyens égaux puisque comme le Président de la République a osé le dire "il y a des gens qui ne sont rien".**



Casser les retraites publiques

Après avoir commencé par supprimer un certain nombre de critères ouvrant le droit à des départs anticipés en cas de pénibilité, un premier projet de "réforme" – dans ce cas, lire "diminution" – des retraites publiques via l'adoption d'un système à points a été arrêté net par le déclenchement du confinement en 2019.

Le second projet consistait à relever de 62 à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite et à 43 ans de la durée minimale de cotisation. Il a déclenché 14 journées nationales d'action dans plus de 300 villes grâce à un front syndical uni. Le projet n'a été adopté que grâce au 49-3.

L'écrasement des corps intermédiaires et l'injustice de celles et ceux qui cotisent toute une vie pour une pension qui permet à peine de vivre restera un marqueur de ce septennat.

Les coupes dans l'éducation et l'université

Avec Emmanuel Macron, **l'Éducation nationale c'est : 692 millions d'euros de budget en moins pour 2024**, des professeur-es contractuel-les recruté-es sur Pôle Emploi sans aucune expérience, des milliers de postes non pourvus en 2023 et une inaction coupable sur la question de la mixité sociale... **C'est pire dans les départements les plus pauvres comme la Seine-Saint-Denis** malgré la mobilisation historique des enseignant-es. Les réformes conduites par Jean-Michel Blanquer et ses successeurs sont catastrophiques. Le taux de filles suivant des études scientifiques s'est effondré. Les personnels ne sont pas renouvelés vu le niveau des salaires. Les conditions de travail sont dégradées. L'école s'effondre et le Président ne fait rien.

À l'université, Emmanuel Macron a organisé la compétition entre laboratoires de recherche dans la course à de maigres financements et la précarisation des chercheur-ses. Il a suivi Jean-Michel Blanquer dans son offensive contre les libertés académiques (mais c'est parce qu'il croit voir des "wokistes" partout). Gabriel Attal a suivi cette voie en contestant la mobilisation à Sciences Po pour alerter sur le génocide en cours à Gaza.

Pour avoir le privilège d'étudier dans des bâtiments où il fait souvent trop froid l'hiver et trop chaud l'été, les étudiant-es doivent d'abord supporter le stress de Parcoursup. Car avec la loi ORE, **le chef de l'État a introduit la sélection**





à l'entrée de l'enseignement supérieur dans les universités publiques. C'est un couperet injuste, brutal pour les élèves, leur entourage mais aussi les personnels de l'Éducation nationale et du supérieur. Pour celles et ceux qui auraient réussi à passer ces premières épreuves, elles doivent recommencer en master, puisque les étudiant-es candidatent à l'issue de leur troisième année d'études pour un nombre de places trop restreint ouvrant la porte à la privatisation de l'éducation.

L'hémorragie de l'hôpital public

Depuis des années, les témoignages des travailleur-ses hospitaliers se sont multipliés. Nous savons que les soignant-es exercent des métiers éreintants, pas suffisamment payés, souffrent de ne pas pouvoir soigner les patient-es dans de bonnes conditions et ont même peur d'être maltraitant-es malgré elleux.

Le Gouvernement s'agite et multiplie les déclarations d'intention sur la nécessité de "sauver l'hôpital public". Mais les actes ne suivent pas. Pire, c'est Emmanuel Macron qui se charge de lui maintenir la tête sous l'eau : des milliers de lits sont fermés malgré la crise du Covid. **Pour 2024, 600 millions d'euros d'économie supplémentaires sont demandés au secteur hospitalier.** Dans le même temps, la ministre de la Santé Catherine Vautrin l'affirme, "la santé n'est pas gratuite" et des efforts supplémentaires sont demandés aux mutuelles qui répercutent les tarifs, renforçant l'injustice du système.



Et ce ne sont pas les déserts médicaux et les temps d'attente grandissants pour avoir accès à un-e spécialiste - et même désormais à un-e généraliste - qui pourrait rassurer la population sur l'accès aux soins.

Personne ne s'y trompe : la politique de santé du Président participe du creusement des inégalités sanitaires dans notre pays.

L'abandon des banlieues

En 2018, Jean-Louis Borloo proposait un plan ambitieux pour les banlieues, construit et rédigé pendant des mois par des associations, des entreprises et des élus locaux. Mais le jour de la remise du rapport, Emmanuel Macron enterre le dossier au motif qu'il n'aurait aucun que "deux mâles blancs" qui n'habitent pas les quartiers fassent adopter ce genre de rapport. **Il a moins de réserves dans d'autres domaines.**

A la poubelle, l'ambition éducative pour ces quartiers, une "académie de leaders", 30 000 places de crèches, le renforcement des transports, le développement de l'apprentissage (qui s'est développé indépendamment), la création d'un médiateur de la police nationale, des procureurs spécialisés contre les discriminations.

Cinq ans plus tard, une semaine d'émeutes suivait la mort du jeune Nahel à Nanterre, victime d'un tir policier lors d'un contrôle routier. La répression n'a rien changé. Les banlieues restent reléguées et discriminées.

Joker : La constitutionnalisation de l'IVG

Revendication portée par la sénatrice Mélanie Vogel pour les Écologistes dès l'annonce de la Cour Suprême américaine de la remise en cause de la jurisprudence Roe v. Wade, la constitutionnalisation du droit à l'IVG a été votée par le Parlement français réuni en Congrès convoqué par le Président de la République. C'est un acte à mettre à son crédit et qui le distingue de l'extrême droite qui a toujours remis en cause les droits des femmes.



LE SEPTENNAT PERDU POUR LA DÉMOCRATIE

*Le marche-pied
de l'extrême droite*



LA DÉMOCRATIE À LA PEINE

Les affaires en veux-tu en voilà

Avec Emmanuel Macron, on est plus proches de la République des affaires que de la République exemplaire. **Depuis 2017, 19 de ses proches et autres membres de sa majorité ont été condamnés. 8 ont été mis en examen. 14 enquêtes sont en cours.**

La première est sans conteste l'affaire Benalla. On se rappelle encore du visage de l'homme de main du Président pris en flagrant délit de molestation de manifestant-es avec un brassard "police" autour du bras un 1er mai. Autre affaire emblématique : la nomination du Garde des sceaux lui-même mis en examen pour des faits de pression sur les magistrats.

D'autres sont plus récentes. Lors du dernier remaniement ministériel, **Rachida Dati** a été nommée ministre de la Culture. L'ex cadre des Républicains reste mise en examen pour « corruption passive », « trafic d'influence passif » et « recel d'abus de pouvoir » dans le cadre d'une enquête sur ses prestations de conseil (**900,000 € facturés sans a priori de preuve évidente de son travail**) auprès de l'ex-PDG de l'alliance Renault-Nissan, Carlos Ghosn.

La surenchère sécuritaire

Le candidat du "en même temps" est devenu le président du "moi tout seul". Cela suscite des conflits et de la violence. En réponse, il n'y a pas eu plus d'écoute mais davantage de répression : 23 gilets jaunes ont été éborgnés sans aucune condamnation cinq années plus tard.

Il n'y a jamais eu autant de dissolution d'associations, parfois légitimes quand elles sont islamistes ou néonazies mais parfois pas du tout : pourquoi avoir voulu dissoudre les Soulèvements de la Terre ? Entre 2017 et 2023, il y a eu autant de dissolution qu'entre 1970 et 2015. Pour quel résultat ?

Les interdictions de manifestations se multiplient y compris contre des manifestations écologistes (contre le Lyon Turin, les mégabassines, pour la défense d'une forêt) quand en l'état du droit, les néonazis continuent de défiler le 11 mai.



S'il y a eu adoption de nouveaux instruments législatifs dans la loi sur la "sécurité globale", c'est pour mettre **banaliser le droit d'urgence** : augmenter la surveillance par des drones, par la reconnaissance faciale algorithmique... **Quand la liberté inscrite au fronton de toutes les mairies a besoin d'être défendue contre ceux qui prétendent la défendre, c'est qu'il se passe quelque chose de grave dans notre pays.**

Soutenir publiquement Depardieu malgré les évidences

Emmanuel Macron avait fait de l'égalité homme-femme la grande cause de son premier quinquennat. Et "en même temps", il a nommé Gérard Darmanin ministre de l'Intérieur... alors que celui-ci était sous le coup d'une plainte pour viol et que le non-lieu n'avait pas encore été prononcé. Mais après une "discussion entre hommes", Emmanuel Macron l'a jugé assez "intelligent" et "engagé" pour la fonction. Visiblement, on peut séparer l'homme du ministre.

Ce n'est pas la seule fois que le Président de la République a apporté son soutien aux hommes violents sous couvert du respect de la présomption d'innocence. Cela s'est aussi produit lors de la nomination de Damien Abad accusé par trois femmes de viol. Courageusement, elles ont témoigné pour qu'il finisse par être sorti du Gouvernement.

La parole des victimes n'a jamais été aussi essentielle à la protection de toutes les femmes quand des hommes violents accèdent à des postes de pouvoir. **En décembre 2023, Emmanuel Macron a même déclaré que Gérard Depardieu rendait "fier" la France** par son talent d'acteur et qu'il n'aimait pas la "chasse à l'homme" alors qu'il était accusé par de nombreuses femmes d'agressions sexuelles. Il sera jugé dans l'une de ces affaires en octobre 2024.



La démocratie à coup de 49-3

Le nombre de 49-3 depuis le début du mandat : une seule fois sous le Gouvernement d'Edouard Philippe... mais quelle fois ! Pour faire passer le projet de loi instituant un système universel de retraites à la veille du premier confinement, alors que la France est en pleine pandémie.

Et 23 fois par Elisabeth Borne pour ses projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale en 2023 et 2024 et pour la réforme des retraites ! On attend la pratique institutionnelle de Gabriel Attal.

L'absence de proportionnelle

Emmanuel Macron a promis en 2017 d'introduire une « dose de proportionnelle » aux élections législatives. Lors de la campagne 2022, le président s'était de nouveau dit favorable à la proportionnelle, ouvrant même la porte à une proportionnelle intégrale, avec un nombre de sièges proportionnel au total des suffrages obtenus.

C'est un sujet qu'il a également remis sur la table lors des "Rencontres de Saint-Denis" avec les chefs de parti. Hélas ! Dans son courrier faisant état de l'avancée des travaux constitutionnels enclenchés depuis ces rencontres, le passage à un mode de scrutin proportionnel aux élections législatives a complètement disparu ! C'est assumer de s'asseoir sur l'opinion de 71% des Français-es qui s'y disent favorable (sondage BVA de 2017).

Nous avons ici sélectionné quelques renoncements mais pas l'ensemble de ses échecs. Il aurait fallu trop de temps et de pages pour tous les décrire.

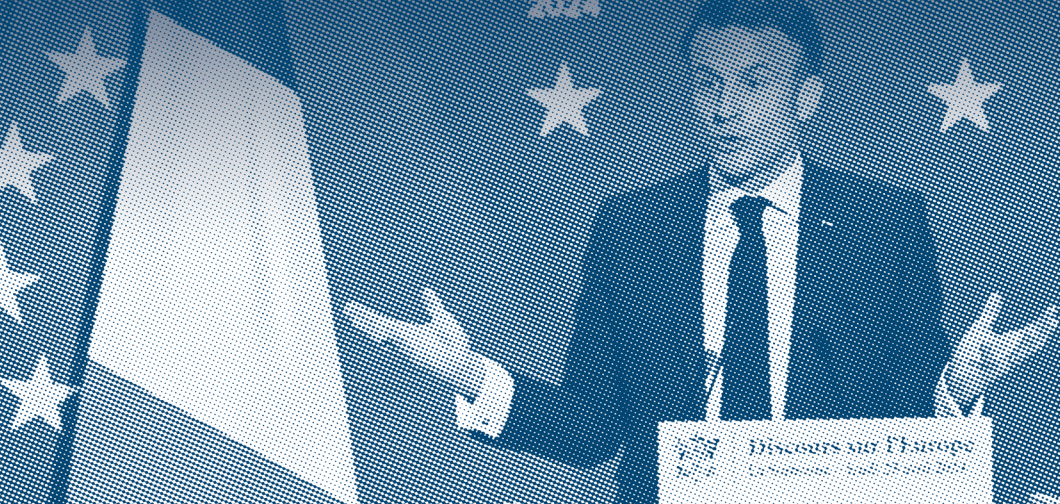


LES 7 TRAHISONS EUROPÉENNES DU PRÉSIDENT MACRON

Emmanuel Macron a fait sa campagne de 2017 avec l'Europe comme thème majeur. Il a détaillé son programme dans le discours prononcé le 26 septembre 2017 à la Sorbonne. **Il aurait dû parler moins fort et travailler moins seul. Si on est tout seul sur la photo, personne ne suivra. L'Europe est une Union. Voici le récit de ses 7 promesses trahies.** Nous avons choisi d'évaluer son mandat européen sur les mots précis du Président dans ce qui a été considéré par beaucoup comme un "grand discours" européen.

LA SORBONNE

JEUDI 26 AVRIL
2017



LE SEPTENNAT PERDU SUR L'EUROPE

1 - Europe du climat : changement de cap sur le green deal pour séduire l'extrême droite

1/ Ce qu'il a dit

« Si nous n'avons pas, dans les années qui viennent, un prix du carbone à la tonne significatif pour permettre des réorientations profondes de nos économies, alors ce sera inutile. Les études sont là qui montrent qu'en dessous de 25 à 30 euros la tonne, ça n'est pas efficace. C'est vers cet horizon que nous devons nous destiner et, dès aujourd'hui, nous devons nous organiser pour le faire, c'est indispensable. Un prix plancher significatif, un vrai prix unique, une vraie transition pour engager cette transformation de nos économies (...) Nous aurons un marché européen de l'énergie qui fonctionne mieux si nous développons enfin de manière accélérée ces interconnexions [avec l'Espagne et le Portugal] (...) C'est pour cela qu'il nous faut une taxe aux frontières de l'Europe sur le carbone, c'est indispensable. (...) C'est la raison pour laquelle je propose aussi la mise en place d'un programme industriel européen de soutien aux véhicules propres et de déploiement d'infrastructures communes afin qu'il soit possible de traverser l'Europe sans l'abîmer. »

2/ Ce qu'il n'a pas fait

Emmanuel Macron ne dit pas un mot de la crise de la biodiversité et le franchissement des limites planétaires comme les pénuries d'eau douce. **Il n'a pas encore compris que c'est l'ensemble de notre exploitation de la terre qui nous pousse vers l'abîme.** Au niveau du climat, Emmanuel Macron ne regarde que le marché. Son mandat aura vu la réussite de l'adoption d'une taxe aux frontières de l'Europe ([MACF](#)) applicable à partir de 2026 et réduite par rapport à son ambition.

Au moment du discours en septembre 2017, le prix du carbone était à moins de 6€ la tonne. Il est en avril 2024 de 70€ après avoir frôlé les 100€ il y a deux ans. Mais si le prix est remonté, ce n'est pas grâce au prix plancher ou à Emmanuel Macron mais à cause des conséquences de la reprise économique post-Covid et la guerre en Ukraine. Les prochaines étapes du [système de quotas d'émission](#) devraient maintenir un seuil haut mais ce signal prix est insuffisant.

La diminution des émissions carbone ne peut pas d'abord passer par le marché. Les catégories populaires et les classes moyennes sont coincées dans une économie carbonée avec des déplacements en automobile et un prix de l'énergie qui augmente.



Il faut aussi et d'abord transformer les infrastructures économiques : **investir dans le rail plutôt que dans les autoroutes et les aéroports, isoler massivement les maisons et les bâtiments publics, transformer notre modèle agricole, investir dans les énergies renouvelables.** Or, la France ne fait rien de tout cela.

- **Emmanuel Macron dirige le seul pays européen à n'avoir pas atteint ses objectifs (déjà très bas) en termes d'énergie renouvelable.**

- Il a pesé pour intégrer le nucléaire comme une énergie « verte » dans la taxonomie européenne pour orienter les capitaux privés en dealant l'intégration du gaz fossile pour obtenir le soutien de la Hongrie et de la Pologne.

- **Grâce à la mobilisation citoyenne et au collectif Notre affaire à tous portée par des associations et Marie Toussaint, Emmanuel Macron a été condamné deux fois par le Conseil d'État pour « inaction climatique » le 1er juillet 2021 et le 10 mai 2023.**

2- L'abandon de l'Europe de la défense

1/ Ce qu'il a dit

« Au début de la prochaine décennie, l'Europe devra ainsi être dotée d'une Force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir. Je veux que cette culture commune s'étende,

dans la lutte contre le terrorisme, à nos services de renseignement. Je souhaite ainsi la création d'une Académie européenne du renseignement pour renforcer les liens entre nos pays, par des actions de formation et d'échanges. »

2/ Ce qu'il n'a pas fait

La France plaide pour une Europe de la Défense entendue uniquement au plan industriel sans intégrer la diplomatie et la politique.. La Force commune d'intervention a vu le jour en 2025. Malheureusement pas grâce à Emmanuel Macron mais à cause de l'invasion de l'Ukraine qui a fédéré les européens.

L'UE a décidé de bâtir une force de réaction rapide de 5 000 hommes afin d'être en mesure de mener seule des interventions d'ici 2025 pour le sauvetage, l'évacuation ou la stabilisation d'une région. Mais ce premier pas est faible est limité pour un continent de plusieurs centaines



de millions de personnes.

Le budget militaire commun n'existe pas. Encore faudrait-il mettre fin au dogme d'une fiscalité très limitée. Encore faudrait-il un pouvoir politique en capacité de décider. Ce n'est pas l'existence d'un Etat Major de l'Union Européenne (EMUE) ou d'un Comité militaire de l'Union européenne (CMUE) qui peut suffire.

Non seulement Macron n'a pas contribué à une doctrine commune mais il a agi seul en tentant de séduire Vladimir Poutine, l'invitant sous les ors de la République et se voilant la face sur ses ambitions impérialistes. Il a perdu un temps précieux avant de se rapprocher des pays d'Europe de l'Est qui alertaient sur le danger que constituait la Russie pour l'Union Européenne. Et tandis que les Britanniques ont armé et formé l'armée ukrainienne depuis 2014, il s'est voilé la face en refusant d'agir face à la menace militaire russe. En annonçant qu'il faudrait peut-être envoyer des troupes sans préparer cette annonce avec ses partenaires, il a durablement affaibli notre coalition européenne.

Un [Collège du renseignement en Europe](#) a été créé, qui a organisé 14 séminaires, 15 sensibilisations et 13 sessions de formation en cinq ans pour 24 pays membres. La vidéo la plus populaire a [219 vues](#).

3 - Accueil des migrants: taillader les abris

1/ Ce qu'il a dit

« Je souhaite que soit créé un véritable Office européen de l'asile, qui accélère et harmonise nos procédures, que l'on ait enfin des fichiers connectés et des documents d'identité biométriques sécurisés, car on traite aujourd'hui en France des dizaines de milliers de demandes d'asile que nos partenaires européens ont déjà refusées ; que l'on établisse progressivement une police des frontières européennes qui garantisse partout en Europe une gestion rigoureuse des frontières et assure le retour de ceux qui ne peuvent rester. Que l'on finance de manière solidaire un large programme de formation et d'intégration pour les réfugiés, car faire une place aux réfugiés qui ont risqué leur vie, chez eux et sur leur chemin, c'est notre devoir commun d'Européen et nous ne devons pas le perdre de vue. Mais nous devons le faire sans laisser le fardeau à quelques-uns, qu'ils soient pays d'arrivée ou pays d'accueil final. (...) L'aide au développement doit augmenter, je m'y suis engagé pour la France et, année après année, nous l'augmenterons à chaque fois (...) Mais cette aide publique au développement, elle doit aussi être européenne, (...), je souhaite à ce titre relancer sur de nouvelles bases le projet de taxe sur les transactions financières européennes afin de financer cette politique. »



2/ Ce qu'il n'a pas fait

La "gestion rigoureuse des frontières" correspond-elle aux 28 000 personnes décédées en Méditerranée depuis 2014 ? [\[Le Monde\]](#) ou bien à l'enfermement d'un bébé de 7 mois dans un Centre de Rétention Administratif en 2021 ? Ce qui a valu à la France d'être condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme. La militarisation des frontières se paye en nombre de morts, en droits humains bafoués et en argent dépensés (800 millions d'euros en 2023

On accordera à Emmanuel Macron une certaine cohérence dans sa volonté de contrôle répressif et régressif : **il a mis en place dès 2018 des fichiers biométriques pour contrôler les mineurs qui ont pris quitté leur pays pour rejoindre le nôtre au détriment des conventions qui protègent l'intégrité des enfants.**

Cette idée d'un Office européen de l'asile ? En 2022, le Bureau européen d'appui en matière d'asile est devenu l'Agence de l'Union Européenne pour l'Asile. Avec un petit peu plus de moyens mais toujours une tâche de coordination et d'assistance opérationnelle et administrative qui ne permet pas de créer un véritable statut de réfugié européen.

Le discours d'Emmanuel Macron qui vante l'importance de l'asile et de l'accueil des réfugiés a-t-il une réalité alors que la **France a accueilli 26 fois**

moins de Syriens et 9 fois moins d'Ukrainiens que l'Allemagne ? Ou encore qu'il a cherché à supprimer l'Aide Médicale d'Etat ou la mise sous condition des allocations dans la loi sur l'immigration adoptée en 2023 et heureusement censurée par le Conseil Constitutionnel ?

Emmanuel Macron a-t-il augmenté l'Aide Publique au Développement? Dans un premier temps, on peut lui faire crédit d'une augmentation entre 2018 et 2022 passant de 6,3 Md€ à 10,3 Md€ [\[rapport Sénat\]](#). En 2021, une loi avait d'ailleurs été adoptée pour atteindre les 0,7% du Revenu National Brut d'ici 2025. Mais à l'été 2023, surprise !, cet objectif a été repoussé à 2030. Et en 2024, 742 millions d'euros ont été supprimés par décret sur ce poste dans le cadre des 10 milliards de coupes budgétaires, entravant une partie des efforts réalisés jusqu'à présent.

Emmanuel Macron a-t-il fait adopter une taxe sur les transactions financières ? Non, alors que selon les calculs de la Commission Européenne, elle pourrait rapporter 57 Md€ ! C'est même lui qui, avec l'Allemagne, bloque les négociations en refusant de taxer plus de 1% des transactions réalisées chaque jour [\[tribune\]](#). Il aurait pu rejoindre les huit autres membres du groupe de travail de coopération renforcée : l'Autriche, la Belgique, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et l'Espagne. **Mais non, il vaut mieux faire des discours que taxer le secteur financier.**



4 - Europe Agricole : surtout ne pas s'adapter

1/ Ce qu'il a dit

« La politique agricole européenne doit permettre de faire vivre dignement les agriculteurs de leurs revenus en les protégeant face aux aléas du marché et aux grandes crises, elle doit les aider à évoluer pour construire une agriculture plus responsable. Une Politique agricole commune qui se pense d'abord avec deux objectifs : nous protéger face à ces grands aléas, à la volatilité des marchés mondiaux qui pourrait mettre en péril la souveraineté alimentaire de l'Europe ; favoriser la grande transition agricole européenne et laisser plus de flexibilité au niveau des pays pour organiser la vie des territoires et des filières, mettre moins de bureaucratie, laisser au niveau régional, accompagner de manière plus souple les filières partout où des choix qui restent des choix collectifs de terrains sont nécessaires. »

2/ Ce qu'il n'a pas fait

Contrairement à ce qu'il affirme, les agriculteur-ices ne vivent pas dignement ! En 2023, les prix de l'énergie et des engrais ont augmenté, ce qui a encore fait baisser le revenu agricole. Être agriculteur-ice aujourd'hui, c'est gagner en moyenne 1 860 euros pour 55 heures de travail par semaine.

Pire, 18% des foyers agricoles survivent sous le seuil de pauvreté. De

nombreux agriculteurs vivent au RSA. Censées garantir le revenu de ces travailleur-ses, les lois Egalim se sont soldées par des échecs. Rien n'a été fait dans la nouvelle Politique Agricole Commune pour constituer un plancher de revenus et la colère récente des agricultrices et agriculteurs en est d'ailleurs le principal témoin.

Les agriculteurs ne sont pas davantage protégés des aléas du marché. Bien au contraire. **En pleine crise agricole, les député-es Renaissance ont d'ailleurs signé de nouveaux accords de libre-échange avec le Chili et le Kenya, exposant les travailleur-ses à une concurrence encore plus dure.**

L'agriculture de Macron est "irresponsable" socialement et environnementalement. Le grand gagnant de son quinquennat et demi est le modèle agro-industriel productiviste. Les députés du groupe Renew au Parlement européen ont largement soutenu ce système économique dévastateur, et ce au détriment des petits paysans. Ce type d'agriculture engrange les subventions européennes, puisque celles-ci sont dirigées vers les plus grandes parcelles. **Et comment parler de "la grande transition agricole européenne" alors que les directives ont été détricotées et que les aides au maintien de l'agriculture biologique ont été supprimées dès 2017 ?**

Dans le même temps, l'agro-industrie ravage les écosystèmes à grands renforts de pesticides qui nous



empoisonnent sous couvert de protéger les cultures. Malgré ses promesses, le Président ne s'est pas battu pour nous débarrasser de ces toxiques. D'abord interdit, le glyphosate a été réautorisé par une nouvelle loi. Seulement deux ans séparent ces déclarations : "J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans. #MakeOurPlanetGreatAgain" et « Je sais qu'il y en a qui voudraient qu'on interdise tout du jour au lendemain. Je vous dis : un, pas faisable, et ça tuerait notre agriculture. Et même en trois ans on ne fera pas 100 %, on n'y arrivera pas ». Il n'a pas fait mieux sur le dossier des néonicotinoïdes. Réautorisés en 2021 et 2022 pour la culture des betteraves, le gouvernement s'est heureusement heurté au Conseil d'Etat qui défendait l'interdiction européenne [[Conseil d'Etat](#)].

Rien n'est fait pour favoriser des méthodes de travail plus respectueuses des écosystèmes. Emmanuel Macron mise sur la technologie pour augmenter les rendements et exporter toujours plus, avec davantage de semences, et de nouvelles megabassines. Ceux qui s'opposent à ces techniques prédatrices des biens communs sont réprimés dans la violence, comme l'ont été les manifestant-es à Sainte-Soline.

5 - Europe Fiscale : attirer les pires entreprises, ne pas aider les PME

1/ Ce qu'il a dit

« j'ai deux propositions concrètes. La première sur l'impôt sur les sociétés : nous avons commencé, mais nous devons accélérer l'harmonisation des bases de cet impôt ; et entre la France et l'Allemagne les quatre prochaines années doivent permettre de la finaliser. (...) Mais au-delà, dans l'Union européenne, nous ne pouvons pas avoir une telle divergence des taux d'impôt sur les sociétés. Cette divergence fiscale elle aussi nourrit une forme de désunion, désagrège nos propres modèles et fragilise toute l'Europe. C'est pourquoi je souhaite que nous puissions définir d'ici le prochain budget européen en 2020 une fourchette de taux qui engagerait les Etats membres. (...) La deuxième proposition, c'est que nous puissions définir une vraie convergence sociale et rapprocher progressivement nos modèles sociaux, c'est profondément compatible avec notre compétitivité mondiale.(...) Nous devrions définir un salaire minimum adapté à la réalité économique de chaque pays, mais progressivement rentrer dans cette logique pour les faire converger. (...) Nos niveaux de cotisations sociales sont aujourd'hui trop disparates ; quand un travailleur est détaché dans un autre pays, aujourd'hui la principale source d'inégalité sont les cotisations.

C'est pourquoi, au-delà de la réforme sur le travail détaché que je souhaite que nous puissions conduire d'ici la fin de l'année, je propose que le niveau le plus élevé de cotisations soit payé, mais au profit du pays d'origine. Cet argent alimentera un fonds de solidarité qui bénéficiera aux pays les moins riches pour les aider à converger. »

2/ Ce qu'il n'a pas fait

Grâce à l'OCDE, la base de l'impôt sur les sociétés a effectivement été unifiée avec un taux légal minimum de 15% pour toutes les entreprises de plus de 750 millions de chiffre d'affaires. Le taux normal en France a été ramené de 33% à 25% entre 2018 et 2022. Mais il ne concerne que les grandes entreprises. Un taux réduit de 15% existe pour les PME, mais ce sont les grandes entreprises qui bénéficient le plus des crédits d'impôts [[Conseil des Prélèvements Obligatoires](#)]. Pendant ce temps, en Allemagne, le taux légal est resté stable à approximativement 30%, dont quasiment la moitié est affecté aux Länders. Donc là où Emmanuel Macron prône le rapprochement des taux de l'impôt sur les sociétés, il a en réalité joué la concurrence fiscale en diminuant unilatéralement les taux en France sans concertation avec l'Allemagne. Il a constamment renvoyé l'action à prendre au niveau de l'OCDE ou au niveau mondial.

Sur la question du salaire minimum, une directive vient d'être adoptée alors qu'elle constituait l'une des priorités de la présidence française du

Conseil du 1er janvier au 30 juin 2022. Elle incite à la négociation collective. Pendant ce temps en France, aucun coup de pouce n'a été apporté au salaire minimum en dehors des revalorisations automatiques.

Les taux de cotisations sociales n'ont pas été discutés et le rapprochement du modèle social européen n'a pas été défendu. Il est resté lettre morte et ce que l'on a constaté en France, c'est plutôt une rapide dégradation engendrée par des réformes visant à réaliser des économies et des diminutions de cotisations sociales pas toujours compensées par le budget de l'Etat. La réforme évoquée par Emmanuel Macron dans son discours est restée lettre morte.

Concernant le travail détaché, rien n'a été fait. Mais cette question instrumentalisée par l'extrême droite qui prétend que les salaires seraient tirés à la baisse par la concurrence déloyale d'entreprises européennes est un fantasme. En 2002, la France comptait en moyenne 57,500 travailleurs détachés, contre 72 600 en 2019 [DARES] ce qui constitue moins de 2% des salariés en France. La modération salariale n'a qu'une seule source : une politique fiscale conservatrice et une absence de lutte résolue contre l'évasion fiscale.

On se demande comment Emmanuel Macron peut à la fois chercher une convergence par le haut et détruire les solidarités fiscales en France alors que ses mesures ont systématiquement été du côté



des diminutions des impôts des catégories les plus riches de la population (fin de l'ISF, refus de l'ISF climatique, mise en place d'une flat tax, suppression de la taxe d'habitation y compris pour les propriétaires des plus gros patrimoines...)

6 - Europe de la Jeunesse: aucune ambition

1/ Ce qu'il a dit

« L'Europe doit être cet espace où chaque étudiant devra parler au moins deux langues européennes d'ici 2024. (...) En 2024, la moitié d'une classe d'âge doit avoir passé, avant ses 25 ans, au moins six mois dans un autre pays européen. Qu'il soit étudiant ou apprenti. (...) Je propose la création d'universités européennes qui seront un réseau d'universités de plusieurs pays d'Europe, mettant en place un parcours où chacun de leurs étudiants étudiera à l'étranger et suivra des cours dans deux langues au moins. Des universités européennes qui seront aussi des lieux d'innovation pédagogique, de recherche d'excellence. Nous devons nous fixer, d'ici à 2024, en construire au moins une vingtaine. (...) Et ces liens doivent être tissés dès le lycée. Je souhaite que nous engagions un processus d'harmonisation ou de reconnaissance mutuelle de diplômes de l'enseignement secondaire. Comme nous l'avons fait, justement, pour les étudiants avec le processus de Bologne, lançons dès aujourd'hui, un processus de la Sorbonne qui permettra de parachever un vrai

curriculum permettant les échanges, les changements et les transitions dans tout le système secondaire européen. »

2/ Ce qu'il n'a pas fait

- Le budget d'Erasmus+ ne concerne toujours qu'1,2 million de personnes par an (étudiant-es, apprenti-es mais aussi professeur-es ou animateur-rices). Or, il y avait 4,4 millions de naissances par an dans l'Union Européenne en 2012. **On est donc loin d'une moitié de classe d'âge.**

- La création d'universités européennes est restée à l'état de coquille vide, suscitant quelques appels à projet. **Pendant ce temps, le Gouvernement français diminuait drastiquement l'investissement dans les universités - coupant encore récemment 900 millions d'euros de crédits dans l'enseignement supérieur et la recherche.**

- Dans son propre pays, le président Macron n'a fait qu'appauvrir les jeunes dont les files d'attente aux distributions d'aide alimentaire se sont allongées démesurément. Les APL ont été coupées de 5 euros. La santé mentale des jeunes s'est dégradée.



7 - Europe Démocratique : aucun sursaut fédéraliste

1/ Ce qu'il a dit

« C'est pourquoi, si nous voulons avancer à nouveau, je souhaite que nous passions par des conventions démocratiques qui feront partie intégrante de la refondation européenne. Je souhaite qu'une fois que nous aurons défini des termes simples d'une feuille de route partagée par les principaux gouvernements qui seront prêts à aller dans ce sens, nous puissions, pendant six mois, l'année prochaine, dans tous les pays qui le souhaitent, organiser autour des mêmes questions un vaste débat pour identifier les priorités, les préoccupations, les idées qui nourriront notre feuille de route pour l'Europe de demain.

Et je souhaite qu'aux élections suivantes, le vrai pas en avant puisse être que la moitié du Parlement européen soit élue sur ces listes transnationales. »

2/ Ce qu'il n'a pas fait

- On n'a jamais entendu parler des conventions démocratiques européennes. Un [rapport parlementaire](#) a été réalisé en décembre 2017 par Valérie Gomez-Bassac puis l'idée a été enterrée.

- **En 2024, le Parlement européen va être élu sur le même mode de scrutin**

qu'en 2019 sans aucun changement vers des listes transnationales. Le parlement a adopté cette réforme mais le Conseil Européen dont Emmanuel Macron n'a pas bougé.



*Si vous aussi ça vous choque,
mettez un bulletin vert le 9 juin.*

Si vous voulez connaître nos solutions concrètes c'est ici :
<https://ecologie2024.eu/manifesto>

Si vous voulez nous rejoindre, c'est ici :
<https://bit.ly/3UJa3ea>

Pour suivre les actualités du mouvement,
rendez-vous sur lesecologistes.fr

